



Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services

Communiqué

EQUIPEMENT – TRANSPORT

Les services des voies navigables à la « moulinette » Copé La FEETS FO demande l'arrêt immédiat de ce nouvel alibi

Une nouvelle fois, le Ministre du Budget a décidé de porter son dévolu sur un pan entier du ministère de l'Équipement et des Transports sous couvert d'un audit dit de modernisation portant sur les voies navigables. Après les Services spécialisés des bases aériennes (2/3 des services supprimés), l'ENIM (audit invalidé par le Ministre) puis le Réseau scientifique et technique (audit jamais publié suite à la mobilisation de FO pour la pérennité des services du RST), la voie d'eau semble donc être un nouvel enjeu pour le gouvernement afin de réduire le service public de l'Équipement.

La Fédération FORCE OUVRIERE de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS FO), qui conteste la démarche des audits « COPE », dénonce particulièrement celui portant sur la gestion des voies navigables. Celui-ci tend tout d'abord à isoler la fonction « transport » de l'ensemble des missions de la voie d'Eau, dénombrées au moins à une vingtaine, désarticulant ainsi les services et leur capacité d'intervention. Ensuite, il cherche à désengager l'État de ses fonctions régaliennes, de la gestion hydraulique et de ses missions d'aménageur du domaine public fluvial pour ne concentrer l'action des services selon la logique de rentabilité pure dictée par l'EPIC « Voies Navigables de France ». En cela l'orientation est délibérément prise de permettre le transfert des services et des 5000 agents concernés vers l'EPIC.

L'audit ne l'aborde pas explicitement mais sera l'instrument pour officialiser ce transfert, comme le confirme déjà un message du Président de VNF délivré le 22 novembre 2006 au personnel sur l'organisation de l'Établissement qui fixe parmi « cinq défis stratégiques » : « réussir l'intégration des agents des services de navigation » alors que l'audit du gouvernement est en cours selon le même calendrier que l'étude de VNF sur ce transfert des agents !!

En conséquence, la FEETS FO et les agents des services des voies navigables, qui ne sauraient être dupes mais qui sont attachés à la fonction publique et à ses valeurs républicaines, exigent l'arrêt immédiat de cette mascarade et de cet audit alibi visant uniquement à retirer 5000 fonctionnaires du budget de l'État !

Au demeurant, la FEETS FO rejette catégoriquement le transfert des personnels vers VNF puisqu'il est porteur de l'affaiblissement du service public de la voie d'Eau et remet en cause le statut des personnels.

Comme pour le RST, nous attendons du Ministre de l'Équipement et des Transports qu'il s'exprime enfin sur ce sujet et qu'il stoppe immédiatement cet audit ainsi que l'étude en cours au sein de VNF visant à l'intégration des services et des agents.

Concernant la politique et les orientations du gouvernement pour la voie d'Eau, la FEETS FO attend du Ministre des engagements et un programme pour son développement et son extension intégrant toutes les composantes du service public dont l'État est le garant sur le Domaine Public Fluvial.

Paris, le 29 novembre 2006

Pour tout contact : Jean Hédou – tél. 01 44 83 86 20